

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Band: 105 (1997)

Artikel: La Suisse et le IIIe Reich pendant la Deuxième Guerre mondiale :
recherche historique et contenus des manuels en usage [en 1997] dans
le secondaire helvétique

Autor: Bugnars, Pierre-Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-73918>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse et le III^e Reich
pendant la Deuxième Guerre mondiale.
Recherche historique et contenus des manuels
en usage [en 1997] dans le secondaire helvétique¹

PIERRE-PHILIPPE BUGNARD

La question des avoires juifs tombés en déshérence resurgit en posant celle du traitement scolaire d'un pan d'histoire contemporaine brutalement réactualisé. Bien que l'affaire soit trop immédiate pour y figurer, et que les références générales pour la traiter leur aient manqué, les manuels d'histoire abordent évidemment les deux thèmes adjacents relatifs, premièrement, au rôle que la Suisse joua durant la Seconde Guerre mondiale dans l'économie du III^e Reich et, deuxièmement, à l'accueil qu'elle réserva aux réfugiés juifs.

Ces deux thèmes relèvent aussi de l'interrogation sur les raisons de la non-invasion de la Suisse par la *Wehrmacht*. Des dissuasions politique et militaire ou économique et financière, laquelle, finalement, aura joué le rôle décisif ? La première, familière au citoyen-soldat, a forgé une mémoire vivante, héroïque, tandis que la seconde, ressortissant à la responsabilité des autorités politiques et bancaires, est restée tributaire du patient travail de l'histoire rationnelle avant d'émerger à titre de facteur déterminant. Depuis la guerre, cette question complexe, chaque Suisse se la pose en la résolvant à sa manière. Il serait étonnant qu'une classe ne la soumette pas à son professeur d'histoire, l'actualité se chargeant périodiquement d'en raviver toute l'acuité. Dès lors, à défaut d'une enquête sur les pratiques ou les représentations, on peut commencer par ouvrir les principaux outils de la transposition historique à disposition du secondaire : les manuels d'histoire nationale.

¹ Le thème de cet article sera développé en 1998 dans la *Revue Suisse d'Histoire*, avec, d'une part des aspects relevant de l'inertie des transpositions didactique et médiatique, d'autre part des perspectives d'apprentissages euristiques qu'ouvrent les questions de la mémoire nationale pour l'histoire enseignée.

Cela revient à examiner quelles sont entre les représentations spontanées tributaires de la mémoire vivante et les rationalités historiennes issues de la recherche savante, les influences qui pèsent en priorité sur l'élaboration des manuels.

1. Les collections de manuels en usage en 1997 dans le secondaire suisse

Sept collections se partagent aujourd'hui l'essentiel du marché national de l'histoire suisse enseignée au secondaire : trois romandes, quatre alémaniques.

Parmi les quatre grandes collections alémaniques, seules celles des éditions scolaires des cantons d'Argovie *Weltgeschichte im Bild 6-9*² – éditée en 1989, réimprimée régulièrement – et de Zürich *Durch Geschichte zur Gegenwart (1-4)*³ – créée en 1991, rééditée en 1993 –, livrent sur les deux thèmes choisis des séquences d'analyse et de synthèse porteuses d'une rationalité historiographique. Les deux volumes du *pool* Bâle-Lucerne, *Das Werden der modernen Schweiz*⁴, proposent un recueil de sources directes et indirectes, des chronologies thématiques, assorties d'un livre du maître (*Kommentar*), tandis que les cinq tomes des éditions scolaires du canton de Berne *Geschichte 5-9*⁵ qui imbriquent diachroniquement et synchroniquement les approches générale, nationale et locale – à l'instar de la collection zurichoise d'ailleurs –, n'abordent pas les questions inhérentes au second conflit mondial.

De leur côté, trois manuels romands sont proposés en 1997 sur le marché francophone de l'histoire suisse enseignée. En 1991, complété des développements de l'histoire immédiate, Payot réimprime le

² *Weltgeschichte im Bild 9*, Interkantonale Lehrmittelzentrale/Lehrmittelverlag des Kantons Aargau, 1996/Lehrerband, 1989.

³ *Durch Geschichte zur Gegenwart 3*, Lehrmittelverlag des Kantons Zürich, 1993/Lehrerkommentar, 1991.

⁴ *Das Werden der modernen Schweiz. Quellen, Illustrationen und andere Materialien zur Schweizergeschichte*, Bd 2 : *Die Schweiz im 20. Jahrhundert (1914 – Gegenwart)*. *Kommentar*, Basel/Luzern, Interkantonale Lehrmittelzentrale/Lehrmittelverlag des Kantons Basel-Stadt/Kantonaler Lehrmittelverlag Luzern, 1989.

⁵ *Geschichte 5-9 (Lehrerkommentar 5-9)*, Staatlicher Lehrmittelverlag Bern, 1993.

tome IV de sa collection *Histoire générale* – la première mouture date du début des années 1960⁶ –, sans que la nécessité d'une « refonte fondamentale » ne se soit encore fait sentir, Payot arguant pour sa collection de « qualités scientifiques et pédagogiques unanimement reconnues ». ⁷ En 1984, l'éditeur fribourgeois Fragnière lance de son côté *Histoire de la Suisse*,⁸ un manuel et un livre du maître consacrés spécifiquement au passé national et où approches chronologique et thématique sont séparées, réimprimés sans avoir encore été refondus. Finalement, en 1995 pour le manuel et en 1996 pour le livre du maître, l'éditeur lausannois LEP sort les volumes en deux versions – classes pré-gymnasiales/autres sections – consacrés à l'époque contemporaine au sein d'une nouvelle collection *Histoire générale*⁹ abordant simultanément mais indépendamment l'histoire générale et l'histoire nationale.

Toutes ces collections sont en principe conçues pour les classes du secondaire inférieur, soit les degrés 5, 6 ou 7 à 9 de la scolarité obligatoire, selon les cantons.¹⁰

⁶ Tome d'abord inséré dans la « Collection de manuels d'histoire pour l'enseignement secondaire », puis, dès 1968, dans la collection actuelle *Histoire générale*. La deuxième édition (1962) est la plus ancienne que nous ayons retrouvée.

⁷ Avertissement de l'éditeur (t. 1, 1989).

⁸ *Histoire de la Suisse*, Fragnière, 1984.

⁹ *Histoire générale IV, de 1919 à nos jours*, Payot, 1991 (1962).

¹⁰ La collection Payot a été utilisée indifféremment dans les deux degrés du secondaire. En fait, la préface à la 4^e édition (t. 3, 1974) présente le manuel comme « un instrument de travail utile aux élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire ». Les deux autres collections romandes sont d'ailleurs aussi utilisées, ici ou là, au secondaire II. Voir le document de l'Institut romand de recherche et de documentation pédagogiques (IRDP), *Moyens d'enseignement d'histoire utilisés dans les cantons romands* (dactyl., mise à jour régulière), Neuchâtel.

2. Les collections actuelles face à la recherche historique et à l'histoire officielle¹¹

1991 (1962) : le dernier manuel en usage porteur d'une version rassérénante. Une véritable économie de la réédition scolaire

Payot reproduit en 1991, à quelques éléments près, ses propres versions antérieures parues depuis la deuxième édition de 1962.¹² Le réduit national autant que « les sacrifices de tous » ont permis au « hérisson helvétique » de demeurer à l'écart du conflit, moyennant certes des concessions économiques à l'Allemagne – fournitures industrielles et armement à crédit – obtenues sous la contrainte de l'encerclement. Le fort déséquilibre de la balance commerciale en faveur des Allemands est présenté sous un angle positif, 15% des exportations parvenant aux Alliés. Ni l'action de la BNS dans le recyclage de l'or nazi, ni le rôle de l'industrie privée dans l'économie de guerre allemande ne sont abordés.

Dans une séquence intitulée « solidarité internationale », par le truchement d'un « on déplorera » à vertu injonctive, le manuel associe le lecteur à ses regrets que la police fédérale « ait admis pour des raisons pratiques » le fameux « J » sur les passeports des « personnes d'origine israélites », sans mentionner les effets tragiques d'une telle marque d'infamie, ni que l'initiative en revenait aux autorités helvétiques qui cherchaient à empêcher les juifs allemands ou autrichiens de trouver refuge en Suisse.

¹¹ Par « recherche historique », il faut entendre ici les publications d'ouvrages ou d'articles issues des divers courants de l'histoire universitaire ou non universitaire, susceptibles d'être utilisées par un auteur de manuel au titre de référence pour la rédaction de ses chapitres. Quant à « histoire officielle », le concept reste toujours difficile à délimiter exactement : il recouvre en principe toute publication fondée sur une recherche commanditée par l'Etat qui la confie soit à une commission d'experts chargée de produire un rapport, que l'appréciation en soit laissée au commanditaire ou non, ou à un auteur choisi en fonction de normes explicites ou implicites.

¹² Voir sur les pages consacrées à la Suisse de 1914 à 1945, l'analyse comparée des éditions 1962, 1974 et 1991 : Cédric SUILLOT, « Éléments de chevallazographie », in *La Distinction*, n° 26, 5 octobre 1991, pp. 4-5. Sur l'édition de 1991, voir Charles HEIMBERG, « La nouvelle édition du « Chevallaz » : une histoire contemporaine du seul point de vue des vainqueurs ? », in *Cahiers d'Histoire du Mouvement Ouvrier*, n° 8, 1992, pp. 5-11.

Faut-il lire dans cette sommation à vertu cathartique une incitation à exorciser, par une sorte d'acte de contrition collectif, la portée du funeste signe de proscription ?¹³ L'œuvre du CICR est présentée sous l'angle d'une statistique-fleuve qui tranche avec l'absence de toute indication chiffrée concernant le refoulement des réfugiés – sans que soit par ailleurs spécifié l'ostracisme dont les juifs furent quasi exclusivement l'objet –, refoulement présenté comme justifié, le Conseil fédéral en ayant « (jugé) bon pour des raisons économiques » et sous la pression de « voisins ». Afin d'atténuer sans doute les connotations évoquant l'holocauste,¹⁴ les juifs sont désignés par le synonyme d'israélites.¹⁵ Au bout du compte, le lecteur éprouve un sentiment réconfortant : les Alliés en sont pris à témoin, la Suisse n'a pas trahi les principes qui régissent sa neutralité armée. Elle échappe à toute suspicion, on ne peut jeter l'opprobre sur elle. La dissuasion politique et militaire de la neutralité armée est placée à la clé de la non-invasion, tandis que les compromissions de la politique d'asile et la collaboration économique et financière avec le Reich ressortissent à la nécessité de la raison d'Etat en temps de guerre.

Il y aurait à mettre à nu, et cela a déjà été fait,¹⁶ la portée exacte de toute une petite économie de retouches, d'ajouts, appliquée à

¹³ Une responsabilité a été établie très tôt et notamment, en Suisse, par le fameux *Rapport Ludwig*, déposé en 1957 sous le titre *Die Flüchtlingspolitik der Schweiz in den Jahren 1933 bis 1945*, Bern, 1957. C'est en effet à partir du choc suscité en 1954 par la publication du tome V des *Documents diplomatiques allemands* (révélant notamment l'origine du « J » discriminatoire) que le Conseil fédéral a chargé le juriste Carl Ludwig de faire la lumière sur la politique d'asile de la Suisse. Parmi les publications récentes susceptibles de renouveler la problématique du Payot sur ces questions, il faut signaler : Jean-Claude FAVEZ, *Une mission impossible ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, Lausanne, Payot, 1988 ; Jacques PICARD, *Die Schweiz und die Juden, 1933-1945. Schweizerischer Antisemitismus, jüdische Abwehr und internationale Migrations- und Flüchtlingspolitik*, Zürich, Chronos, 1994 ; Fabienne REGARD, « Les réfugiés juifs en Suisse pendant la seconde guerre mondiale. Mémoires » in *Traverse*, n° 2, 1995, supplément, pp. 52-54. ; Gaston HAAS, « *Wenn man gewusst hätte, was sich drüben im Reich abspielte...* » 1941-1943 : *was man in der Schweiz von der Judenvernichtung wusste*, Basel/Frankfurt am Main, Helbing & Lichtenhahn, 1994 (ouvrage conçu comme moyen d'enseignement pour le secondaire II).

¹⁴ Ce concept n'apparaît d'ailleurs pas dans les pages réservées à l'histoire générale : l'extermination des juifs y est noyée dans les péripéties du conflit mondial, au détour d'un paragraphe intitulé « La libération des territoires occupés ».

¹⁵ Le *Dictionnaire historique de la langue française Le Robert*, 1992, signale que le mot « s'emploie en concurrence avec juif qui a parfois des connotations indésirables ».

¹⁶ Voir l'article déjà cité de Cédric SUILLOT, supra note 12.

l'édition de 1991 par rapport aux versions précédentes. Une pratique correctrice qui atteste l'intention de perpétuer la vulgate auréolée d'une apologie éditoriale en préface, tout en laissant accroire un renouvellement historiographique par pulvérisation d'éléments inspirés de publications récentes. En fait, sur notre thématique, les deux ou trois paragraphes nouveaux contribuent davantage à renforcer une thèse édifiante qu'à renouveler les problématiques. Un simple regard jeté sur la littérature à disposition au tournant des années 1990 ou sur les versions livrées par d'autres manuels, nous y reviendrons, montre bien ce qu'il eût été possible de proposer. Par ailleurs, le procédé ne va pas sans présenter un risque d'incohérence. Ainsi, lorsque la nouvelle édition surajoute en marge un texte d'Edgar Bonjour sur l'obligation morale d'humanité au regard de la version de l'auteur cautionnant la politique de refoulement du Conseil fédéral. Le paradoxe trahit une fixation sur des schèmes traditionnels que la greffe d'un témoignage positif appelle à compenser pour légitimer une longévité – donc une rentabilité – éditoriale digne des *Lavis* de jadis.

Les versions héroïques inspiratrices du « Chevallaz »

Avec l'édition de 1991, nous sommes toujours en présence d'une traduction scolaire de la vision apportée par le courant dominant des années 1945-1970, à la charnière de l'histoire savante et de l'histoire officielle, incarné dans les ouvrages d'André Siegfried,¹⁷ Denis de Rougemont,¹⁸ René-Henri Wüst,¹⁹ Hans Tschäni,²⁰ ou bien sûr, et peut-être surtout, dans l'œuvre de Bonjour.²¹ Une vision qui avait sa

¹⁷ André SIEGFRIED, *La Suisse, démocratie témoin* (réédition revue et augmentée), Neuchâtel, La Baconnière, 1956 (1ère édition 1947/ 4e, 1969).

¹⁸ Notamment dans Denis DE ROUGEMONT, *La Confédération helvétique*, (avec une introduction de Lucien Febvre), Monaco, Éd. Du Rocher, 1953, ainsi que dans id., *La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux*, Paris, Hachette, 1965 (réédité à Lausanne, Le Livre du Mois, 1970 et à Lausanne, L'Âge d'Homme, 1989).

¹⁹ René-Henri WÜST, *Alerte en pays neutre. La Suisse en 1940*, Lausanne, Payot, 1966.

²⁰ Hans TSCHÄNI, *Profil de la Suisse. Une image vivante de la structure politique du pays* (préface de Georges-André Chevallaz), Lausanne, Spes, 1968.

²¹ Edgar BONJOUR, *Geschichte der schweizerischen Neutralität. Vier Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*, 6 Bde, Basel/Frankfurt am Main, Helbing & Lichtenhahn, 1970 ; *Dokumente 1939-1945*, 3 Bde, Basel/Frankfurt am Main, Helbing &

logique propre dans l'état de l'évolution historiographique du tournant des années 1960. Avec sa version épique sur « l'héroïsme » du réduit, le grand André Siegfried donnait alors le ton :

Il est admirable que le gouvernement helvétique, que le pays tout entier aient adopté (cette conception) sans récrimination, ni hésitation, car elle comportait l'abandon du plateau, les familles des défenseurs étant livrées à l'envahisseur. L'âme même de la Suisse se repliait sur son foyer initial. Dans l'histoire des guerres, il est peu d'exemples de semblable courage. (...) Quelques hommes, efficacement postés, peuvent en effet (dans des gorges étroites) arrêter des divisions entières.²²

On pourrait épiloguer sur le problème de la cohérence des faits dans l'accommodement du mythe à l'histoire. C'est le type de difficulté auquel se heurta l'illustre membre du premier comité des *Annales*, sans doute emporté par l'engouement pour la peinture impressionniste de son tableau de la Suisse édifiante, quand « ce qui a sauvé la Suisse » c'est son armée – « surtout la volonté qu'elle avait de s'en servir, (...) les Allemands le savaient bien » –, tandis que « la circonstance qui a sauvé le pays » c'est alors, un peu plus loin, la menace de destruction du Gothard ; ou quand il se déclare persuadé que les Suisses « se fussent, pour (la neutralité), fait tuer jusqu'au dernier », tout en les croyant aussi capables de tirer chacun deux fois contre des Allemands, deux fois plus nombreux, lorsqu'il accrédite la

Lichtenhahn, 1974-1976. Idem, *Histoire de la neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, 3 vol., Neuchâtel, La Baconnière, 1970-1971, correspond aux tomes 4 à 6 de l'édition originale en allemand. Couronnée par id., *La neutralité suisse. Synthèse de son histoire*, Neuchâtel, La Baconnière, 1979, (1978 pour la version en allemand), la série est frappée du sceau de l'officialité, et de l'aura émanant d'un auteur prestigieux, acteur et témoin du temps qu'il historicise en expert mandaté par le pouvoir politique. Voir sur ce point : Philippe MARGUERAT, *La Suisse face au III^e Reich. Réduit national et dissuasion économique 1940-1945* (introduction), Lausanne, Ed. 24 Heures, 1991.

²² André SIEGFRIED, *op. cit.*, pp. 213-214. Le célèbre politologue et académicien français a-t-il été sollicité pour redorer le blason de la Suisse au lendemain de la guerre ? N'avoue-t-il pas lui-même maintes visites faites sur « aimable invitation des autorités suisses » (4^e éd., 1969, p. 153) ? On pourra consulter, sur cette hypothèse et l'« image apprêtée » qu'il aurait rendu de la « démocratie témoin » : Roland BÉGUELIN, *Un faux témoin : la Suisse*, Paris, Ed. Du Monde, 1974 (2^e éd.), pp. 33-34.

réponse légendaire d'un soldat suisse anonyme à Guillaume II !²³ Depuis, l'historiographie française a bien sûr renouvelé l'image qu'elle se faisait de son voisin « modèle », avec les ouvrages de Jean Rohr, notamment.²⁴

Bien entendu, le point de vue suisse d'une volonté de défense suffisante à tenir l'ennemi en respect ne résiste pas longtemps à l'épreuve des sources directes révélant le point de vue allemand : un des projets d'attaque contre la Suisse d'août 1940, par exemple, fait état d'une prise des villes du plateau « possible au plus tard dans le courant du 2^e jour », ainsi que d'une « armée seulement propre à la défensive, totalement inférieure à l'allemande. »²⁵ Un tel décalage pose la question de la motivation de l'historien au moment crucial de la transposition de l'enquête au récit. Certes, André Siegfried ne pouvait prendre en compte des sources directes non exhumées. Mais quelle justification pouvait-il alors apporter à l'appui de sa thèse héroïque ? La question s'adresse bien évidemment aussi à l'auteur de manuel qui récupère au profit de son propre récit une version passant pour faire autorité.

De Rougemont contribuait lui aussi, de son côté, à fixer une représentation univoque de la dissuasion :

Cependant qu'autour du Gothard (...) les divisions (...) veillaient nuit et jour.²⁶

Ce qui a sauvé la Suisse à ce moment-là, c'est son armée (...) contrôlant le passage du Gothard, vital pour l'Axe. Pour en venir à bout, il eût fallu payer un prix (...) que les maréchaux du Führer, tout calcul fait, jugèrent trop élevé.²⁷

²³ André SIEGFRIED, *op. cit.*, pp. 203-213.

²⁴ Jean ROHR, *La Suisse contemporaine : société et vie politique*, Paris, A. Colin, 1972, et surtout : id., « Dangers et équivoques de la Seconde guerre mondiale », in *La démocratie en Suisse*, Paris, Economica, 1987, pp. 133-134.

²⁵ Voir Klaus URNER, « *Il faut encore avaler la Suisse* ». *Les plans d'invasion et de guerre économique d'Hitler contre la Suisse*, Genève, Georg, 1996, pp. 175, 184.

²⁶ Denis DE ROUGEMONT, *La Confédération helvétique*, Monaco, Éd. Du Rocher, 1953, p. 50.

²⁷ Denis DE ROUGEMONT, *La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux*, Paris, Hachette, 1965, p. 75 (1989, p. 83).

Quand à Bonjour, son premier essai livre, au sortir de la guerre, une interprétation de nature à conférer la légitimité que réclame le statut d'un pays neutre n'ayant pas eu à payer le prix du sang²⁸ pour sauver l'Europe de la tyrannie :

L'Allemagne (...) ne pouvait se mettre un nouvel ennemi sur le dos, si petit qu'il fût. Et c'est ainsi que l'indépendance de la Suisse demeura saine et sauve (...). Elle réussit (...) à exporter dans les pays alliés des marchandises importantes en temps de guerre, à travers les territoires occupés par les Allemands. C'est uniquement grâce à de tels services rendus aux deux partis, qu'elle parvint à se procurer les matières premières indispensables (...). La fin de la guerre allait démontrer que le comportement de la Suisse, approuvé par les deux parties belligérantes et en parfait accord avec les dispositions du droit international, (...) rejoignait les intérêts de l'Europe.

La population n'eût pas demandé mieux que d'ouvrir toutes grandes les frontières du pays (...). Mais les autorités ne tardèrent pas à mettre le pays en garde, en parlant de « la barque surchargée » (...). Quoiqu'il en soit, la Suisse hébergea plus de 100'000 émigrés, aux jours les plus durs et en dépit des menaces des autorités allemandes.²⁹

Et puis, par un effet du temps et de la raison sur la mémoire compensatrice, et contrairement à son homologue français qui réédite sans refontes, l'historien suisse s'emploie à gommer les atténuateurs sémantiques. Un patient et monumental travail d'archives lui permet d'observer la distance rationnelle qui supplée l'analyse aux généralités spontanées. L'évolution est surtout patente sur la question de la politique d'asile. Une seule citation suffit à montrer le chemin parcouru entre le premier rapport de 1946/1949 et sa synthèse de 1978/1979, un itinéraire critique attestant la patte d'un grand historien : « Les autorités ont édicté leurs dispositions plus sévères

²⁸ Sur ce point, on voit par exemple Edgar Bonjour lui-même, précisément dans son premier essai sur la neutralité, chercher de quoi faire passer la Suisse pour un pays qui a aussi eu sa part de martyr : le bombardement de Schaffhouse, certes meurtrier, sinon, hormis « une âpre lutte pour sauvegarder son minimum d'existence économique », l'obscurcissement total ou le hurlement des sirènes. Voir Edgar BONJOUR, *Histoire de la neutralité suisse. Trois siècles de politique extérieure fédérale*, 1949 (1946 pour l'édition en allemand), p. 363.

²⁹ Edgar BONJOUR, *op. cit.*, 1949, pp. 362-363, 368.

alors même qu'elles possédaient des informations sur les exécutions en masse et le gazage de juifs et savaient quel sort horrible attendait les fugitifs refoulés. »³⁰

Dix ans après l'opprobre jetée sur les historiens Alfred A. Häsler et Jean-Baptiste Mauroux, sur laquelle nous reviendrons, l'expert officiel établissait à son tour la terrible vérité sans plus avoir à subir les affres de la proscription. Une vérité – ou plutôt une véracité³¹ – que la version rassérénante de l'édition 1991 du « Chevallaz » ne livre toujours pas aux jeunes générations de la scolarité obligatoire. L'omission est-elle consciente ? Un extrait de la synthèse de Bonjour, qui passe pour un classique incontournable, est d'ailleurs bien ajouté à cette réimpression, mais il est choisi de sorte qu'il n'y ait pas à corriger le jugement porté sur la politique d'asile dans les versions antérieures. Le cas échéant, le mobile tournerait autour d'une volonté de ne pas se déjuger en cherchant à bloquer l'histoire.

Quant à la question de la dissuasion économique, si Bonjour lui accorde désormais un rôle efficient – « l'importante contribution de la Suisse à l'effort de guerre de l'Allemagne »³² est implicitement reconnue par le biais d'une citation du gouvernement britannique –, c'est toujours sans souffler mot de la dissuasion financière – les accords de clearing et le recyclage de l'or nazi – que le courant critique, on le verra, a pourtant mis au jour depuis la fin des années 1960 déjà.

Telles sont donc bien, en particulier, les versions concordantes du premier « Bonjour » (1949, 362-363/368), du « Siegfried » (1956, 213-215) et de *La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux* (1965, 75 ; 1989, 83) que Payot véhicule encore dans certaines classes de 1997. C'est la vision que Philippe Marguerat assimile à une « image définitive : celle d'un pays résolument neutre, dans lequel la volonté de résistance l'a emporté sur l'alignement, volonté de résistance étayée par (...) une politique externe aussi habile que correcte »,³³ vision à laquelle l'auteur oppose « l'image adéquate » renvoyée, elle, par les études des années 1980 : « celle d'un pays dont la politique écono-

³⁰ Edgar BONJOUR, *La neutralité suisse. Synthèse de son histoire*, Neuchâtel, La Baconnière, 1979, p. 181.

³¹ En histoire, la « vérité » reste évidemment tributaire des représentations de celui qui l'avance.

³² Edgar BONJOUR, *op. cit.*, 1979, p. 203.

³³ Philippe MARGUERAT, *op. cit.*, p. 9.

mique ne s'embarrasse d'aucun scrupule de neutralité pour assurer sa survie et son existence matérielle. » La transposition du Payot reproduit donc, sans l'examiner, un état de l'histoire perpétuant une physionomie quasi immaculée, forgée au sortir de l'épreuve, de nature à exorciser toute suspicion. Un état certes concordant avec le courant officiel ou para-officiel qui occupait le terrain historiographique jusqu'à la fin des années 1950, et cela peut sans doute entrer dans l'ordre des choses. Mais au fur et à mesure des nouveaux tirages, à partir des années 1970, un état de plus en plus discordant avec les révélations de la recherche, comme on le verra. En fait, dans sa dernière édition, Payot se préoccupe surtout d'ajouter la couleur à la réimpression de ses tomes d'histoire générale et nationale : un leurre cosmétique dispensant d'amender des contenus surannés, sans compter une trahison du devoir sacré d'historicité auprès de la jeunesse du pays, au moment même où, pourtant, l'initiative sur la suppression de l'armée et le jubilé de la mobilisation viennent de mettre à nu, selon Jean-Claude Favez, le choc des générations.³⁴ L'usage de généralités positives – « cohésion / volonté de défense / raisons pratiques, économiques / accueillir par dizaines de milliers... » –, ainsi que d'atténuateurs sémantiques ou d'euphémismes – « solidarité internationale / sacrifices de tous / on déplorera / juger bon / voisins / eût pu faire davantage / israélites... » –, renforce l'impression de justification a priori et de refus d'élucidation critique, attitude symptomatique de ce besoin de rasséréner le lecteur quant au sens de la période qu'il faut historiser. À partir de l'édition 1991 au moins, la question du maintien hors des affres de la guerre eût impliqué d'examiner celle des collaborations ou des compromissions consenties pour l'assurer, sous couvert de neutralité, c'est-à-dire de fournir aux élèves les moyens d'examiner les rôles respectifs joués par les diverses dissuasions et de confronter les interprétations en présence.

Faut-il déceler ici, dans ce support majeur de l'histoire enseignée en Suisse romande, une part du mécanisme de perpétuation, chez les générations d'après-guerre, d'un inconscient collectif apaisant mais trompeur ? Plus d'un tiers de siècle d'usage, dans les cantons romands,³⁵ fait du « Chevallaz » le lieu de mémoire pédagogique par

³⁴ Voir sa préface dans Klaus URNER, *op. cit.*

³⁵ Ainsi qu'au Québec, depuis 1968.

excellence des mythes réparateurs de notre histoire immédiate. Et le paternalisme à vertu de civisme moralisateur que l'ancien conseiller fédéral véhicule jusqu'à la fin du XX^e siècle, usant du média scolaire mis à sa disposition, confère au Payot, à ce titre et au moins sur ce point, une dimension historiographique que la comparaison avec d'autres manuels met particulièrement en évidence. Tout manuel proposant une rationalité historiographique finie prétend soumettre un « récit vrai » à ses lecteurs. Dans la mesure où l'institution scolaire en avalise l'emploi, c'est donc bien la fonction sociale qu'on lui réclame de remplir. Mais à la condition qu'il soit en accord avec l'état de l'historicité des questions qu'il aborde, en responsable du magistère qu'on lui confie, et en attendant peut-être l'introduction d'un manuel-ressource qui puisse placer l'élève en situation de comparer par lui-même les versions et les interprétations afin de se forger une opinion en toute autonomie intellectuelle.

Enfin, aujourd'hui, ce qui fait véritablement problème, ce n'est donc pas tant l'orientation – qui peut être étudiée pour elle-même – que la longévité éditoriale obstinée, sans refonte des savoirs transposés, sans attachement à la différenciation historiographique réclamée par les plans d'étude actuels.³⁶ Au titre de discipline scolaire à part entière, l'histoire enseignée cherche désormais à faire bénéficier les jeunes élèves d'un corpus propice à la différenciation. Au nom de quelle intention pédagogique, ceux-ci ne disposeraient-ils pas des matériaux propres à déclencher une démarche d'enseignement historique, exposant en vue de les dissocier les différents niveaux de mémoire, ainsi que la périodisation qui en jalonne la formation ? La mémoire rassurante, fille de la mémoire vivante positive, trouve une légitimité didactique à figurer comme telle au manuel, en concept clairement défini, dissociable des rationalités proposées par l'histoire comme élément d'une enquête et d'un récit (les deux invariants du

³⁶ Le Payot est encore utilisé dans le secondaire I lorsque d'autres collections ne sont pas sur le marché, en particulier dans le canton de Genève où il est distribué dans les classes sans être forcément utilisé par les enseignants (une enquête du *Groupe d'Histoire et d'Éducation civique genevois* faite en 1996 montre que 86% des classes de 9^e ne l'utilisent qu'occasionnellement). Dans le secondaire II, certains enseignants semblent avoir gardé l'habitude de le consulter bien que le LEP, manuel très érudite, soit de nature à lui faire ici, désormais, une concurrence décisive.

mot « histoire », depuis les Grecs). À ce titre, elle a donc sa place au sein d'un support institutionnel auquel l'opinion attache volontiers une portée de vérité définitive. D'autant plus quand on sait que la première, et pour beaucoup d'élèves l'unique, leçon d'histoire sur les singularités helvétiques du second conflit mondial est bien de nature à forger l'imprégnation décisive, probablement pour la vie.

*1984 : un manuel de transition, laconique
sur la dissuasion économique, critique sur la politique d'asile*

Bien qu'édité en 1984, le « Fragnière » reste très succinct sur les questions de relations économiques entre le Reich et la Suisse, misant essentiellement sur le caractère dissuasif de l'armée de milice et des « gardes locales » pour expliquer la non-invasion. On songerait volontiers, ici, au Vieux Suisse légendaire de Morgarten guettant l'Autrichien au coin du bois, véritable mythe de Léonidas transformé en tireur invisible et invincible, colporté de manuel en manuel, d'école de recrues en école de recrues, jusqu'à marquer André Siegfried lui-même, rappelons-le : « Quelques hommes, efficacement postés, peuvent en effet (dans des gorges étroites) arrêter des divisions entières ». ³⁷ Nous sommes toujours en présence d'une transposition de la version centrée sur la dissuasion militaire exclusive telle que s'en sont fait les chantes des ouvrages de la trempe du « Siegfried » ou du premier « Bonjour ». Le chapitre consacré à la neutralité cite bien la célèbre note de Churchill – « Quelle importance cela peut-il avoir que (la Suisse) ait (...) donné trop aux Allemands pour se sauver elle-même ? » –, mais sans pour autant s'interroger sur la nature d'une collaboration économique que le Premier ministre britannique estime paradoxalement, ou diplomatiquement, excessive et en même temps compatible avec le statut d'un neutre.

Le manuel fribourgeois sort juste avant la parution de *L'or des nazis*, du journaliste et historien d'origine allemande Werner Rings,³⁸ mais

³⁷ André SIEGFRIED, *op. cit.*, p. 213.

³⁸ Werner RINGS, *L'or des nazis. La Suisse, un relais discret*, Lausanne, Payot, 1985 (avec un titre plus explicite encore pour la version en allemand : *Raubgold aus Deutschland. Die « Golddrehscheibe » Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich/München, Artemis Verlag, 1985).

après une série de publications qui jettent une lumière crue sur les thèmes retenus ici : les bombes de Alfred A. Häsler³⁹ et de Jean-Baptiste Mauroux,⁴⁰ parues en 1967-68, les articles de Klaus Urner dans la *NZZ*, à la fin 1968,⁴¹ les premières recherches de Daniel Bourgeois,⁴² les travaux de l'historien allemand Willi A. Boelcke,⁴³ la découverte en 1978, par un étudiant de l'université de Berne, du fameux document officiel attestant du volume des transactions de la BNS sur l'or nazi,⁴⁴ le numéro spécial de la *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, en 1981,⁴⁵ et finalement, deux ans plus tard, le tome 3 de la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*.⁴⁶ Bien que *La Suisse et la guerre* de Werner Rings⁴⁷ soit mentionné dans le

³⁹ Alfred A. HÄSLER, *Das Boot ist voll. Die Schweiz und die Flüchtlinge 1933-1945*, Zürich/Stuttgart, Fretz und Wasmuth, 1967 (1992). Traduction française parue sous le titre *La Suisse, terre d'asile ? La politique de la Confédération envers les réfugiés de 1933 à 1945*, Lausanne, Éd. Rencontres, 1971.

⁴⁰ Jean-Baptiste MAUROUX, *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler*, Paris, J. J. Pauvert, 1968. Cet historien et journaliste fribourgeois, diplômé en histoire de la Sorbonne, par un travail serré sur les sources officielles imprimées et des témoignages directs de protagonistes, a tenté très tôt, comme Alfred A. Häsler en Suisse allemande, d'opposer à la version héroïque à laquelle il croyait a priori, une version historique. D'abord proscrite – il doit publier à Paris (dans une collection dirigée alors par Jean-François Revel) – son interprétation est aujourd'hui saluée comme pionnière, promise par ailleurs à une réédition aux Etats-Unis et en Suisse. Voir Claude CHUARD, « Mauroux, un dynamiteur de mythe », *La Liberté*, 2.4.1997.

⁴¹ Klaus URNER, « Die schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen während des Zweiten Weltkrieges », *Neue Zürcher Zeitung*, n° 734/745/756, des 27.11/02.12./6.12.1968.

⁴² Daniel BOURGEOIS, *Le Troisième Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1974 ; id., « Les relations économiques germano-suisse (1939-1945) », in *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, n° 121, 1981, pp. 49-61 ; id., « Les relations économiques germano-suisse pendant la Seconde guerre mondiale : un bilan allemand de 1944 », in *Revue Suisse d'Histoire*, n° 32, 1982, pp. 563-573.

⁴³ Willi A. BOELCKE, « Zur internationalen Goldpolitik des NS-Staates. Ein Beitrag zur deutschen Währungs- und Aussenwirtschaftspolitik 1933-1945 », in Manfred FUNCKE (Hq.), *Hitler, Deutschland und die Mächte : Materialien zur Aussenpolitik des Dritten Reiches*, Düsseldorf, 1977.

⁴⁴ Peter UTZ, « Goldfingers merkwürdige Machenschaften », in *Tages-Anzeiger-Magazin*, 16-19.4.1980.

⁴⁵ Avec notamment les articles de Klaus URNER, « Economie et neutralité » et de Daniel BOURGEOIS, « Les relations économiques germano-suisse (1939-1945) ».

⁴⁶ Hans Ulrich JOST, « Menace et repliement, 1914-1945 », t. 3, 1983, pp. 156-173 (2^e éd. en 1 vol., 1986, pp. 748-765).

⁴⁷ Werner RINGS, *Schweiz im Krieg : ein Bericht 1933-1945*, Zürich, Ex Libris, 1974. Traduction en français sous le titre *La Suisse et la guerre*, Lausanne, Ex Libris, 1975.

livre du maître à l'appui d'une référence – la fameuse carte de « La Grande Allemagne » (1935) –, le Fragnière, très répandu en Suisse romande, traduit en italien pour le canton du Tessin, circonscrit plus encore que le Payot le thème des relations économiques avec le III^e Reich.

Peut-être une telle discrétion résolvait-elle, à sa manière, l'embarras qu'on pouvait éprouver au début des années 1980 face aux révisions douloureuses qui surgissaient, en réduisant à leur plus simple expression les thèses traditionnelles en cours de réexamen. L'hypothèse s'applique bien évidemment à tous les manuels édités ou réédités au même moment. Les aspects polémiques que ne manquaient pas de revêtir cette première rafale de publications rénovatrices, nonobstant d'immanquables imperfections méthodologiques ou scientifiques, ici ou là, avaient tout pour susciter la circonspection d'auteurs de manuel soucieux de transpositions fondées sur des acquis éprouvés. Hypothèse plausible, sans doute, d'autant plus qu'en 1980 encore, la nouvelle édition du « William Martin » conclut, de son côté, à une politique économique « non point glorieuse, mais correcte », ⁴⁸ tandis que trois ans plus tard, la première grande histoire économique nationale publiée dans le pays, sans développer le sujet, argue que l'essentiel réside bien, finalement, dans le maintien intact de l'appareil de production ? ⁴⁹ On voit bien qu'à l'inertie de la transposition didactique – au moins sur ce point –, répond l'inertie d'un courant positif, jusque dans la recherche savante, la seconde inertie pouvant conditionner la première. Il y avait aussi la fameuse enquête lancée par un professeur de collège vaudois autour du souvenir du général Guisan auprès de 333 recrues romandes de la caserne de Colombier (NE). Elle déboucha en 1974 sur *La grande chance de la Suisse*, avec

⁴⁸ Pierre BÉGUIN, « L'histoire récente », in William MARTIN, *Histoire de la Suisse*, Lausanne, Payot, 1980, p. 399.

⁴⁹ Jean-François BERGIER, « La saison des orages », in *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne, Payot, 1984 (1983 pour l'édition allemande). De son côté, Lorenz Stucki mentionne laconiquement le rôle de « profiteur de guerre » que la Suisse a joué, tout en soulignant le sentiment de culpabilité qui incita le pays à poursuivre ses efforts de développement afin d'alléger sa conscience. Voir Lorenz STUCKI, *Das heimliche Imperium : Wie die Schweiz reich wurde*, Zürich, Ex Libris, 1968, p. 366. Traduction française sous le titre *L'empire occulte : les secrets de la puissance helvétique*, Paris, R. Laffont, 1970.

une conclusion sur le rôle rassembleur déterminant de l'armée et un sous-titre bien frappé soulignant l'action décisive de son général dans « l'art de gagner la paix »,⁵⁰ et bien que cette dernière interprétation ne transpire pas telle quelle dans le manuel fribourgeois.

Au bout du compte, au lieu de trancher une alternative contraignante – suivre un courant critique jugé aléatoire ou sacrifier à une version traditionnelle verrouillée –, pourquoi un manuel n'offrirait-il pas les deux représentations, en parallèle, au jugement des élèves, en vue d'une histoire-problème ? Renoncer à cette voie ouverte au profit d'un récit rassurant particulièrement laconique révèle deux aspects complémentaires d'une finalité conservatrice avec laquelle il eût certes été pionnier de rompre : perpétuer une mémoire emblématique, bloquer toute possibilité d'heuristique pour les élèves.⁵¹

Il reste que sur la question de l'accueil et du refoulement des juifs – on sait qu'elle a d'ailleurs bénéficié très tôt d'un courant critique –,⁵² le Fragnière se montre infiniment plus explicite que le Payot : *La Suisse, terre d'asile ?*⁵³ et le film *La barque est pleine*⁵⁴ qui s'en inspire sont au moins signalés à l'attention. Le manuel fait ici un travail de transposition qui prend en compte le renouvellement historiographique amorcé depuis la fin des années 1960, dans les limites étroites imposées au genre, bien entendu, reportant même en sous-titre un jugement frappé – « une initiative peu glorieuse » –, dénonçant la responsabilité des autorités – « informées » –, et démontant le mécanisme du fameux « J » avec une reproduction du célèbre fac-similé publié notamment par Werner Rings, en 1974.⁵⁵

⁵⁰ Yves DELAY, *La grande chance de la Suisse. Le général Guisan ou l'art de gagner la paix* (préface de Paul Chaudet, ancien président de la Confédération), Echallens, Y. Delay, 1974.

⁵¹ En 1997, le « Fragnière » attend toujours sa refonte. Eu égard à l'évolution des manuels dans les années 1990, on voit bien que celle-ci ne saurait se limiter à une « simple » révision de contenus, mais bien à une réédification du concept didactique.

⁵² Voir note 13.

⁵³ Alfred A. HÄSLER, *op. cit.*

⁵⁴ Markus IMHOOF, 1980.

⁵⁵ Werner RINGS, *Schweiz im Krieg: ein Bericht 1933-1945*, Zürich, Ex Libris, 1974, p. 324.

1989-1996 : une génération de manuels rationnels et fonctionnels, critiques aussi sur la dissuasion économique et financière

– *Weltgeschichte im Bild 9*, dans son édition de 1989, porte le flambeau d'une génération de manuels à la fois rationnels et fonctionnels. Les élèves bénéficient en effet d'une vision historique critique sur les deux thèmes abordés ici, tout en ayant les moyens de se forger eux-mêmes une opinion sur la base d'une documentation ouverte, reflet des controverses et des niveaux de mémoire, en fonction de principes didactiques éprouvés par une pratique initiée depuis 1985 déjà, dès la première édition de la collection : travail sur des sources directes, enquêtes et formes de représentations variées à vertu d'exemplarité et non d'exhaustivité, prise en compte de la recherche tout en acceptant sa dimension fragile de contemporanéité.⁵⁶ Une didactique que l'on sent émerger dans le « Fragnière » mais qui tranche avec la prétention du « Payot » à l'encyclopédisme scolaire et au marquage culturel des savoirs rationalisés, à leur orientation.

La dépendance économique envers le Reich n'est ni occultée, ni simplement signalée comme une fatalité, ni même justifiée positivement, elle est explicitée comme un processus complexe : blocus anglais, menace du chômage, besoins pour le ravitaillement, l'édification des fortifications, l'énergie ou l'industrie, blocage des ressources financières placées aux USA..., tout cela pousse le gouvernement à renoncer au partenariat équilibré entre puissances et à concentrer ses échanges sur l'Allemagne. À partir de là, l'alternative de la collaboration ou de la résistance est clairement posée : « collaboration pour survivre » – dans les échanges économiques –, « résistance en espace restreint » – avec les plans militaires et les mesures économiques –, sans éluder les deux questions qui nous intéressent ici, l'une portant sur la collaboration consciente de la BNS dans le recyclage en devises propres de l'or nazi dérobé, l'autre sur le refoulement de juifs qu'on savait condamnés à l'extermination. Sur cette base rationnelle dont la filiation avec la recherche historique est explicite, les élèves sont confrontés à des points de vue contradictoires : Que penses-tu de ses deux déclarations ? : « La direction a fait son devoir » (BNS) / « Les responsables savaient que cet or était dérobé » (Hans Ulrich Jost) ;

⁵⁶ *Lehrerband (Vorwort)*, p. 5.

Qui a raison, à ton avis ? : « Il n'y avait pas que de pauvres réfugiés, mais aussi des opportunistes » (un fonctionnaire) / « Quand on disait que la barque était pleine, on accueillait en fait deux réfugiés pour mille habitants » (l'historien Alfred A. Häslér)... L'opinion est alors appelée à se forger sur une série de documents, de témoignages et d'enquêtes, après analyse, et sans doute aussi après débat : schéma du trajet de l'or nazi par la BNS, graphique des ventes d'or à la Reichsbank (*Lehrerband*), histoire d'un jeune juif refoulé et mort à Auschwitz, témoignages de la mémoire vivante... L'enseignant est à même d'enrichir la réflexion de sa classe et d'intervenir en connaissance de cause grâce aux commentaires proposés dans le livre du maître. On y lit, par exemple, comment la politique d'asile a été réduite à une dimension quantitative, le Conseil fédéral évaluant la question en termes de capacité d'accueil plutôt qu'en fonction des besoins réels de réfugiés en danger de mort. Par ailleurs, placer en exergue dans les titres mêmes des séquences la « collaboration » avec le III^e Reich et le « commerce de l'or », illustre également la conversion opérée par rapport à « La Suisse encerclée » du « Payot » ou, sur la question des relations économiques, relativement à l'attentisme du « Fragnière ».

Ainsi, à partir de la fin des années 1980, les nouveaux manuels proposent, chacun à sa manière, une démarche didactique opérationnelle : les contenus présentent une série limitée de situations propices au questionnement ouvert. Une démarche fonctionnelle supplée à l'inculcation d'une rationalité positive, d'un récit unique. La vision finie du manuel traditionnel est reléguée au rayon de l'historiographie scolaire.

– *Das Werden der Modernen Schweiz* livre les données brutes de la statistique du commerce extérieur avec les Alliés et l'Allemagne, un extrait de Jakob Tanner⁵⁷ sur l'orientation des relations économiques avec le Reich – le Réduit est ramené à un projet de papier et les importations allemandes à une contrepartie aux concessions suisses dans les domaines économiques et financiers (crédits, recyclage de l'or...) –, ainsi qu'un extrait d'un rapport du Département fédéral de l'économie publique (1950) montrant la dureté des négociations

⁵⁷ Jakob TANNER, *Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft. Eine finanzsoziologische Analyse der Schweiz zwischen 1938 und 1953*, Zürich, Limmat, 1986.

avec le Reich. La politique des réfugiés est présentée à l'aide d'une chronologie circonstanciée qui permet d'en apprécier exactement l'évolution. Les principaux textes du débat contradictoire de 1942 autour du fameux thème de la « barque est pleine » sont cités, avec le fac-similé de Rings et la statistique de l'asile par années d'après Häslér.⁵⁸ Il n'est toutefois pas possible de se faire une idée de l'ampleur du refoulement des réfugiés juifs, notamment.

– *Durch Geschichte zur Gegenwart* parcourt longuement la question de la pression allemande sur l'économie de guerre, en pages grand format et à l'aide d'une documentation très suggestive. C'est bien cette pression qui est responsable du déséquilibre avec les puissances de l'Axe, et on avait clairement conscience, dans la population, de travailler en priorité pour l'Allemagne. Une inégalité de traitement que commandait logiquement des voies de communication à l'abri des bombes ennemies entre l'Allemagne et l'Italie. Le partenariat économique de la Suisse avec les puissances de l'Axe est placé en exergue, comme titre d'une séquence. Le recyclage à la BNS de l'or nazi refusé par d'autres puissances est évoqué, avec le montant publié par Hans Ulrich Jost et Werner Rings notamment.⁵⁹ Sans doute touché par les oeuvres d'imagination portant sur les contentieux historiques – les films, les ouvrages ou les pièces de Markus Imhoof, Niklaus Meienberg ou Thomas Hürlimann –, autant que sensible au devoir d'historicité que réclament plus que jamais les polémiques autour de l'initiative de novembre 89 et du cinquantième de la « Mob », le manuel zurichois, à l'instar des autres collections alémaniques d'ailleurs, accorde ses conclusions avec les dernières synthèses savantes.⁶⁰ Il place

⁵⁸ Alfred A. HÄSLER, *op. cit.*

⁵⁹ Philippe Marguerat a corrigé les chiffres avancés par Werner Rings en montrant que les achats d'or auprès des Alliés (Angleterre, États-Unis) ont été égaux aux sommes cumulées des achats d'or « allemand » et des avances de clearing au Reich. On doit cependant s'interroger sur le sens de cette étrange « égalité » : comment comprendre, en effet, que la neutralité ait à soutenir la tyrannie à hauteur de l'appui accordé aux forces qui luttent contre elle, d'autant plus si la balance penche de six à un en faveur de la tyrannie dans le domaine commercial ? On touche bien, ici, aux limites du concept.

⁶⁰ Même si les apports de Klaus URNER, par exemple, dans « *Die Schweiz muss noch geschluckt werden* ». *Hitlers Aktionspläne gegen die Schweiz*, Zürich, Neue Zürcher Zeitung Verlag, 1990 (publié quasi simultanément à l'édition de la collection), ne semblent pas avoir pu entrer en considération. Notamment le fait qu'en juin 1940, des mesures effectives de préparations à une attaque, en particulier par la frontière occidentale, ont bien été prises par les Allemands.

par ailleurs aussi la politique d'accueil et de refoulement des juifs au regard des conjonctures qui dictaient leur terrible loi aux bons sentiments – on est d'autant plus généreux que les réfugiés ne sont pas trop nombreux –, quand bien même, et cela est indiqué explicitement, la politique d'extermination dont les malheureux étaient victimes dans les camps devenait toujours plus évidente.

– LEP, de son côté, s'efforce également d'apporter les éclairages récents, soulignant en particulier la collaboration d'entreprises privées à l'effort de guerre allemand,⁶¹ montrant que la Suisse a été plus réservée envers les juifs qu'envers d'autres catégories de réfugiés, que « la barque n'était pas pleine » (*Livre du maître*), dissociant dans le titre même de la séquence « L'attitude de la Suisse et des Suisses », faisant une allusion à des biens juifs confisqués et incorporés à l'or échangé en Suisse contre devises. Il s'agit donc bien, dans ce cas, d'une version rationnelle à prétention de « récit vrai », en conformité avec la pratique des manuels traditionnels, version dont l'historicité est cautionnée par l'autorité scientifique d'auteurs universitaires. Mais elle est doublée d'un appareil de sources directes et indirectes rassemblées dans un livre du maître où l'éditeur lausannois publie, de façon très circonstanciée,⁶² une série de dossiers utilisables en classe, constitués grâce aux apports de la documentation historique et de l'histoire savante (commentaires et citations tirés des ouvrages de Werner Rings,⁶³ d'Edgar Bonjour,⁶⁴ de Philippe Marguerat⁶⁵ ou de

⁶¹ Incontestablement, une question encore peu traitée, sinon ignorée, par les dernières collections de manuel, bien que Werner RINGS ait publié des données sur le sujet dès 1948, notamment dans « Das Weltreich des schweizerischen Wirtschaft », *Schweizer Illustrierte Zeitung*, 28.1.1948, ainsi bien sûr que dans *Raubgold aus Deutschland. Die « Golddrehscheibe » Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich/München, Artemis Verlag, 1985, pp. 149-150.

⁶² Dans sa version A (études longues), le livre de l'élève est rédigé sous la forme d'un savoir rationnel érudit par des historiens universitaires, tandis que le livre du maître, conçu par des enseignants didacticiens, propose séparément un corpus fonctionnel et méthodologique. Les collections alémaniques, elles, sont préparées par des enseignants et des didacticiens d'histoire, ce qui produit des manuels dans lesquels la rationalité historienne est plus directement impliquée dans l'appareil documentaire et didactique.

⁶³ Werner RINGS, *La Suisse et la guerre*, Lausanne, Ex Libris, 1975.

⁶⁴ Edgar BONJOUR, *Histoire de la neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, 3 vol., Neuchâtel, La Baconnière, 1970-1971, dont la conclusion sur les rapports entre neutralité et morale, maintes fois cités, y compris dans les manuels, transcende « l'image rassurante » forgée par l'expert officiel.

⁶⁵ Philippe MARGUERAT, *op. cit.*

André Lasserre⁶⁶), en particulier relativement au problème de l'accueil des juifs. Tendance apparemment plus romande qu'alémanique, ce thème est d'ailleurs traité plus en profondeur que celui des relations économiques entre le Reich et la Suisse. Question de sensibilité : plus d'attention au funeste engrenage des choses d'un côté, davantage d'intérêt aux effets pervers de la défaillance spirituelle de l'autre. Ainsi, dans le manuel vaudois, l'étude de la politique des réfugiés débouche sur une hypothèse critique très forte, empruntée à André Lasserre : « Et si l'image humanitaire de la Suisse était dénuée de tout fondement, simple élément de la "mythologie nationale" ? ».

Pour organiser ses leçons, l'enseignant dispose ici, à l'instar des collections alémaniques, d'un corpus circonstancié sur lequel il peut placer ses élèves en situation d'examiner le passé, sur la base de sources contradictoires et en fonction d'une actualité qui pousse à solliciter l'histoire, autour de laquelle, évidemment, maints chantiers restent ouverts. Mais la confrontation avec les manuels alémaniques révèle cette tendance, peut-être bien française finalement, de la dernière collection romande à privilégier la dimension rhétorique : l'ampleur des corpus, dont l'épaisseur des volumes est un signe patent, montre l'intérêt porté au traitement encyclopédique d'une histoire découpée en tranches chronologiques successives. Les collections alémaniques,

⁶⁶ André LASSERRE, *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Lausanne, Payot, 1989. En revanche, id., *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, Payot, 1995, arrive trop tard pour être pris en considération. Sinon, incontestablement, les principaux grands oubliés de la collection vaudoise – mais l'exhaustivité n'est en aucune façon la condition indispensable d'une transposition didactique des contenus – seraient, parmi les ouvrages récents : Willi GAUTSCHI, *General Henri Guisan. Die schweizerische Armeeführung im Zweiten Weltkrieg*, Zürich, Neue Zürcher Zeitung Verlag, 1989 ; traduction française sous le titre *Le Général Guisan. Le commandement de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne, Payot, 1991 – essentiel pour comprendre les luttes entre partisans de la dissuasion stratégique (les militaires, Guisan) et les adeptes de la dissuasion économique-monnaire (le Conseil fédéral, la BNS) –, ainsi sans doute que le dernier « Urner », déjà cité, dont seule la version en allemand (1990) était disponible à l'heure de l'édition du LEP, la traduction française intervenant elle aussi trop tard (1996). Le « Lasserre », de par son caractère encyclopédique, est certainement l'ouvrage actuel susceptible de servir le mieux une transposition pour l'enseignement au secondaire, tout comme, sous une forme très différente, mais peut-être plus propice encore à la vulgarisation, l'entretien accordé par Jean-Claude FAVEZ à la revue française *L'Histoire*, « La Suisse, les Juifs et l'or des nazis », in *L'Histoire*, n° 209, avril 1997, pp. 78-85.

de leur côté, privilégient l'approche thématique et spatiale dans le temps long, ce qui fournit une solution intéressante à la fois à la question de l'ampleur des programmes et à celle de l'opposition chronologie/thématique, par complémentarité de la diachronie et de la synchronie, autour d'une gestion didactique de l'espace-temps. Le collégien vaudois emporte ainsi, dans son cartable, trois ou quatre fois plus d'histoire – en équivalent poids manuel – que son homologue argovien, bernois ou zurichois ! Sans compter une certaine hypothèque sur les potentialités de mises en situation-problème porteuses d'une éducation historique en profondeur, fondée sur le développement des compétences davantage que sur le survol de contenus pléthoriques, sans garantie absolue d'apprentissage durable.

En conclusion, il faut donc attendre les années 1985-1995 pour que les nouveaux manuels d'histoire suisse⁶⁷ présentent, de part et d'autre de la Sarine, sur les deux points abordés ici, une transposition des principaux acquis de la recherche, du moins de celle qui reste d'accès relativement aisé, publiée depuis la fin des années 1960 et dont on trouve une synthèse et une bibliographie en français et en allemand de la première génération dans la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, grâce au travail de synthèse pionnier d'Hans Ulrich Jost.⁶⁸ Un corpus différencié, de nature à placer les élèves en situation d'examiner le passé, de confronter leurs propres représentations à celles de l'historiographie, pour les faire évoluer. Une didactique constructive de la transposition et qui implique le passage du manuel-récit à une documentation ouverte, sur tous les aspects qui touchent à l'histoire-problème, en particulier ceux qui relèvent de la formation intellectuelle critique, dans le champ des compétences, à l'identité nationale, dans le champ de l'affectif, ainsi qu'aux modalités événementielles, dans le champ des savoirs.

⁶⁷ Si l'on fait donc abstraction des collections éditées antérieurement et encore en usage.

⁶⁸ Voir note 46. Outre Philippe Marguerat ou Klaus Urner, on peut consulter pour une bibliographie portant sur la Suisse et la Deuxième guerre mondiale : Rédaction de la Revue Suisse d'Histoire/Société Générale Suisse d'Histoire, *L'histoire en Suisse (Geschichtsforschung in der Schweiz), Bilan et perspectives – 1991*, Basel, Schwabe & Co. A.G., 1992, notamment : Youssef CASSIS, « L'histoire des banques suisses aux XIX^e et XX^e siècles », pp. 105-113 ; Georg KREIS, « Die Schweiz der Jahre 1918-1948 », pp. 378-398 ; Walter SCHAUFELBERGER, « Von der Kriegsgeschichte zur Militärgeschichte/19. und 20. Jahrhundert », pp. 360-377.

Quel que soit le manuel, on voit bien que les élèves restent essentiellement tributaires des stratégies conçues par leurs professeurs : en dernière analyse, ce sont elles qui déterminent, indépendamment du choix des supports didactiques, la nature opératoire du développement des compétences et des connaissances. Pour prendre deux extrêmes, entre un manuel « politiquement correct » – dont les thèses sont discutées en classe – et une collection critique – dont les chapitres « subversifs » sont écartés du programme – qui garantit le mieux la poursuite de finalités émancipatrices ? Pour sa part, l'histoire comme discipline de formation intellectuelle a horreur de la mémoire qui n'est pas passée au crible de l'enquête et de la discussion : une pratique mesurable uniquement dans le secret de la classe et dont le manuel ne saurait constituer la boîte noire.